



HAL
open science

Islam, État et espace public en Côte d'Ivoire

Marie Miran-Guyon

► **To cite this version:**

Marie Miran-Guyon. Islam, État et espace public en Côte d'Ivoire. *Bulletins de l'Observatoire international du religieux*, 2017, 4-8. halshs-03921571

HAL Id: halshs-03921571

<https://shs.hal.science/halshs-03921571>

Submitted on 17 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Observatoire
International du
Religieux

BULLETIN N°4

Janvier 2017
CERI – GSRL

Islam, Etat et espace public en Côte d'Ivoire

Marie Miran (maître de conférence à l'EHESS)

Prélude : données géo-démographiques

La Côte d'Ivoire est un pays pluriconfessionnel : 42% de musulmans, 34% de chrétiens et une proportion non négligeable d'animistes. 72% des non-nationaux, représentant 24,2% de la population résidente, sont musulmans¹. A la fin du 19e siècle, la présence de l'islam était limitée au nord soudano-sahélien, alors majoritairement animiste. L'économie de plantation coloniale favorisa le développement du sud forestier et un mouvement pérenne de migration nord-sud. De nos jours, 75% des musulmans résident dans le sud, contre 25% dans le nord. L'image d'une Côte d'Ivoire divisée entre un sud chrétien et animiste et un nord musulman est un raccourci fallacieux.

Le balancier de l'histoire : gestion œcuménique du religieux vs. déchirures ethno-religieuses

Pour la première fois de son histoire, la Côte d'Ivoire est dirigée depuis 2011 par un chef d'Etat musulman. Marié à une Française catholique, Alassane Ouattara a nommé des religieux chrétiens et musulmans dans plusieurs grandes institutions de l'Etat. Ouattara a effectué des visites officielles en Arabie Saoudite, au Vatican, en Israël. Son gouvernement contribue au financement du pèlerinage des musulmans à la Mecque, des catholiques à Lourdes, des protestants et évangéliques en Terre sainte.

Cette politique rappelle l'approche œcuménique promue par le père de la nation Félix Houphouët-Boigny, qui avait de la laïcité constitutionnelle une conception philo-cléricale, plus proche du modèle anglo-saxon que du modèle français.

La mort d'Houphouët fin 1993 et l'exacerbation de la crise économique ont sonné le glas d'une Côte d'Ivoire qui aspirait au développement dans une certaine tolérance et hospitalité, et dans laquelle les musulmans, y compris les migrants de la CEDEAO ([Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest](#)) étaient relativement intégrés. La lutte politique féroce des successeurs d'Houphouët a produit l'idéologie de préférence nationale dite de l'ivoirité. Pour exclure la candidature d'Alassane Ouattara, la politique ethno-nationaliste lancée par Henri Konan Bédié (1994-99) et poursuivie par Robert Gueï (1999-2000) puis Laurent Gbagbo (2000-2010) a repris et amplifié l'assimilation des musulmans — aussi qualifiés du terme générique de « Dioula » — à des étrangers voire à des ennemis de la nation, discriminant en bloc une frange importante de la population.

Les violences se sont amplifiées avec l'élection de Laurent Gbagbo en octobre 2000. Fait sans précédent, un charnier de 57 corps dioula fut imputé par l'ONU aux gendarmes pro-Gbagbo. Le 19 septembre 2002, des mutins originaires du nord ivoirien et soutenus par le Burkina Faso tentèrent un coup d'Etat contre le régime en place. Il s'en suivit 8 années de division de la Côte d'Ivoire entre un sud pro-gouvernemental resté sous contrôle du président Gbagbo, et un nord rebelle passé dans le giron des Forces nouvelles dirigées par Guillaume Soro (catholique Sénoufo). Converti au pentecôtisme avec son épouse en 1998, Gbagbo et ses soutiens évangéliques assimilèrent la rébellion et les partis d'opposition à l'œuvre du diable contre le plan de Jésus de faire de la Côte d'Ivoire une nouvelle Jérusalem. Les violences ressurgirent avec force après la

¹ République de Côte d'Ivoire, Institut national de la Statistique, *Recensement général de la population et de l'habitat 2014*, Abidjan 2016.

contestation par le camp Gbagbo des résultats de la présidentielle de 2010, favorables à Ouattara. Des mosquées furent attaquées, des imams assassinés, des Dioula brûlés vifs. Tout laisse à croire que les plus belliqueux des proches de l'ancien président voulaient faire basculer le conflit politico-électoral dans la guerre religieuse.

Zoom sur la communauté musulmane : émergence d'un nouveau leadership national

Longtemps les musulmans de la savane ivoirienne furent plus préoccupés de commerce que de politique, s'accommodant des autorités « infidèles », refusant le djihad par l'épée pour mieux se consacrer à l'éducation coranique et aux pratiques de piété. Les élites musulmanes d'aujourd'hui revendiquent cet héritage d'un islam de paix, aux antipodes d'un islam de conquête hégémonique, qui aurait pratiqué ce qu'elles caractérisent comme une forme de laïcité avant la lettre.

La transformation la plus signifiante de l'élite islamique résulta de la rencontre, dans les années 1970-80, d'une jeunesse musulmane urbaine, éduquée à l'occidentale et francophone, et d'une poignée de prédicateurs réformistes, formés dans le monde arabo-islamique et arabophones. Parmi ces derniers : Cheikh Aboubacar Fofana, formé en Egypte, proche dans sa jeunesse de la mouvance dite sunnite (wahhabite) puis adepte de la voie soufie qadiriyya. Cette élite émergente fut soucieuse de surmonter les différences ethno-régionales, sociales, générationnelles et doctrinaires de la société musulmane, pour mieux répondre au défi de l'interface entre islam et modernité et mieux intégrer l'islam dans la sphère publique, s'inspirant en creux du modus operandi de l'Eglise catholique locale. Deux fédérations affiliées furent créées à Abidjan au début des années 1990, le Conseil supérieur des imams (COSIM, l'instance majeure de l'islam ivoirien, sans équivalent ailleurs en Afrique subsaharienne) et le Conseil national islamique (CNI, désormais en perte de vitesse). Le Cheikh Aboubacar Fofana est, depuis 2006, président du COSIM et « cheikh al-aïma » (i.e. « cheikh des imams », un titre inventé), soit la voix « officielle » de l'islam en Côte d'Ivoire.

Diversité musulmane : convergences et nouvelles tensions

Les communautés musulmanes restent diverses, notamment au plan doctrinal. La communauté sunnite (wahhabite) est bien structurée, avec l'Association des musulmans sunnites de Côte d'Ivoire (AMSCI) et le Conseil des imams sunnites (CODIS, formé sur le modèle du COSIM après un désaccord mineur de leadership). Depuis les années 2000, après 20 ans de repli suite à des conflits internes, cette communauté est redevenue fort active sur le terrain communautaire, conjuguant projets éducatifs, sociaux et prosélytes, y compris en faveur des femmes. Plus arabophone que francophone, son leadership a du mal à s'imposer sur la scène publique. En retrait par rapport aux affaires politiques, il affiche toutefois clairement son respect de la légalité constitutionnelle. La communauté sunnite reçoit des financements des pays du Golfe, tout comme en reçoit aussi le COSIM et d'autres bénéficiaires musulmans.

Depuis les années 2000 également, un réveil confrérique et notamment tidjani a favorisé l'émergence d'une jeune génération de cheikhs et khalifes, organisés en cercles concurrents. Populaires, ces guides n'ont pas la puissance des cheikh sénégalais mais ils disputent le terrain aux sunnites. Aucune confrontation n'a plus opposé soufis et sunnites depuis les violences des années 1970-80. Sunnites et soufis collaborent avec le COSIM, les premiers essentiellement pour l'annonce des fêtes islamiques.

Depuis 2014, des tensions inédites ont surgi entre le COSIM et la communauté chi'ite, pour des raisons confuses, sans doute liées à la détérioration des relations entre Arabie Saoudite et Iran. La Côte d'Ivoire héberge la plus grande communauté libanaise d'Afrique de l'Ouest, principalement chi'ite. Cette communauté

domine le commerce et la grande distribution dans le pays, est divisée en interne et vit largement repliée sur elle-même, avec l'arabe pour langue de communication, une langue que peu d'Ivoiriens comprennent. La principale communauté chi'ite libanaise — autour de la monumentale mosquée Zahra à Marcory — soutient financièrement le Hezbollah de Nasrallah, arguant d'un engagement pour le Liban n'ayant rien à voir avec la Côte d'Ivoire³. Indépendamment, l'Iran a fondé en 1999 un petit centre chiite devenu récemment université, ou hawza. Le COSIM ayant (temporairement ?) mis un terme à ses relations avec les milieux chi'ites, un petit groupe de chi'ites africains (ni arabes ni persans) a créé en 2016 son propre Conseil supérieur Ahlul Beit de Côte d'Ivoire.

Mais les tensions les plus vives à même de malmener la communauté musulmane à l'avenir sont d'un autre ordre. La majorité musulmane s'est forgée l'opinion, accentuée depuis l'arrivée du « grand frère » Ouattara au pouvoir, que leurs imams, cadres et intellectuels, notamment basés dans les quartiers nantis d'Abidjan comme Cocody, sont lancés dans une course aux subsides et aux postes lucratifs. Non sans fondement : une grave affaire de corruption a mis un proche du Cheikh Fofana en prison. Les jeunes et les moins favorisés dénoncent le fait que les responsables associatifs ne redistribuent pas assez, ne veulent pas quitter leurs postes et se coupent des réalités sociales de la base. Ces réalités sont pourtant alarmantes : outre la pauvreté, non spécifique aux musulmans, 80% des pensionnaires de la prison d'Abidjan (la MACA) sont issus de milieux musulmans, comme le sont la majorité des dits "microbes", gangs de jeunes garçons attaquant les passants à l'arme blanche, apparus dans le quartier populaire d'Abobo à Abidjan après 2011. A ce jour, ces milieux musulmans défavorisés n'ont pas connu de radicalisation de type djihadiste, mais les autorités musulmanes et politiques se sont alarmées du danger. L'Etat a initié une opération en cours de resocialisation des microbes. L'institutionnalisation de la solidarité reste la grande faiblesse du COSIM.

Grand-Bassam : le djihad venu d'ailleurs

Le 13 mars 2016, un attentat revendiqué par AQMI tuait 19 personnes sur une plage de Grand-Bassam. Inédit, l'événement fut condamné par toutes les parties ivoiriennes, musulmanes de tous bords inclus, toutes appelant à un sursaut de cohésion nationale derrière le gouvernement, y compris Laurent Gbagbo depuis la prison de la CPI. L'attaque fut d'emblée perçue comme fomentée à l'étranger et l'opinion publique n'a pas montré du doigt les musulmans ivoiriens. Les enquêtes ont par la suite montré que les 3 assaillants de Bassam étaient des Maliens (et non deux Maliens et un Ivoirien) et qu'ils étaient repartis le jour même de l'attaque par avion à Bamako⁴. Le nord de la Côte d'Ivoire, avec sa grande pauvreté, ses frontières poreuses, la circulation des prédicateurs itinérants et des enfants coraniques (talibé), semble une zone fragile face à tentation du djihad. Reste que le plus grand danger pourrait venir des anciens combattants des Forces Nouvelles, qui auraient conservé et acquis clandestinement, après la chute de Gbagbo en 2011, selon un rapport d'experts de l'ONU, un stock d'armement ahurissant⁵. Mais à l'instar du conflit de 2002 et des

² Entretien avec l'imam de la MACA Ibrahim Bredji, Abidjan, 29 décembre 2016.

³ République de Côte d'Ivoire, OSIWA et Institut d'études de sécurité, *La Communauté chi'ite libanaise et ses accointances avec le Hezbollah, Rapport final*, décembre 2014.

⁴ Yvan Guichaoua et Fahiraman Rodrigue Koné, « Côte d'Ivoire : après Bassam », *The Conversation*, 21 mars 2016, <http://theconversation.com/cote-divoire-apres-bassam-56576>.

⁵ Rapport final du Groupe d'experts, établi en application du paragraphe 27 de la résolution 2219 (2015) du Conseil de Sécurité [S/2016/254], 22 février 2016, http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2016_254.pdf.

mutineries des 7 et 8 janvier 2017, ces acteurs n'ont strictement rien à voir avec quelque cause islamique que ce soit, même si par intérêt matériel, des armes ont pu ponctuellement être vendues à des réseaux djihadistes.